

Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal Juin à septembre 2012

Par **Laetitia Tran-Ngoc**

12 octobre 2012

Résumé

Ce monitoring trimestriel est réalisé dans le cadre d'un projet d'une durée de trois ans (2011-2013) intitulé « Amélioration de la sécurité humaine, prévention des conflits et renforcement de l'État de droit dans huit pays d'Afrique occidentale et centrale » financé par le ministère des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg.

Il a pour but de suivre la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest avec un accent plus particulier sur le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Sénégal, et d'autres pays de la région en fonction de l'actualité (le Nigéria pour ce trimestre notamment). Il se penche en particulier sur les questions liées aux tensions régionales, au terrorisme et aux trafics transfrontaliers, à la production et aux transferts d'armements et aux mécanismes de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

Mots clés : Afrique de l'Ouest, Sahel, groupes armés, terrorisme, trafics transfrontaliers, élections, piraterie.

Abstract

Monitoring of Regional Stability in the Sahel Region and in West Africa Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Senegal

This quarterly monitoring is part of a 3 years project (2011-2013) on "Improving human security, conflict prevention and strengthening the rule of law in eight countries in West and Central Africa" funded by the Ministry of Foreign Affairs of the Grand Duchy of Luxembourg.

It aims to monitor the security situation in West Africa with a focus on Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger and Senegal, and other countries of the region depending on the news (Nigeria for this trimester notably). It examines in particular issues related to regional tensions, terrorism and cross-border trafficking, production and transfer of arms and cooperation mechanisms in the fight against terrorism and transnational organized crime.

Keywords : West Africa, Sahel, armed groups, terrorism, cross-border trafficking, elections, piracy.

Citation :

TRAN NGOC Laetitia, *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal – Juin-septembre*, Note d'Analyse du GRIP, 12 octobre 2012, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/608>



Sommaire

I. TENSIONS ET STABILITÉ REGIONALE	3
A. Burkina Faso	3
1. Le Burkina Faso, acteur clé de la crise malienne	3
2. Une situation nationale délicate	3
B. Côte d'Ivoire	4
1. Recrudescence de la violence et dégradation de la situation sécuritaire	4
2. Une réconciliation contrariée	5
3. Les défis du gouvernement Ouattara	6
C. Guinée	7
D. Mali	8
1. Vicissitudes politiques à Bamako	8
2. Dégradation de la situation au nord du pays	9
3. Une laborieuse avancée vers l'intervention	10
E. Sénégal	11
1. Les réformes de Macky Sall	11
2. Le conflit en Casamance	12
II. TERRORISME ET CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE	13
A. Dissensions autour de la crise malienne	13
B. Les politiques de lutte contre le terrorisme, l'insécurité et la criminalité transfrontalière	14
Les initiatives et coopérations internationales	15
Les initiatives et coopérations régionales	15
Les initiatives et coopérations bilatérales	17
C. Le trafic de drogue	18
1. Aggravation de la situation en Guinée-Bissau et au Mali	18
2. Comment lutter contre ces trafics ?	19
D. La piraterie dans le golfe de Guinée	19
1. État des lieux de la piraterie	19
2. Les politiques de lutte contre la piraterie	20

I. TENSIONS ET STABILITÉ REGIONALE

A. Burkina Faso

Rappel. Depuis le printemps 2011, la stabilité du Burkina Faso a été ébranlée par les importantes revendications socio-économiques de la population auxquelles le président Blaise Compaoré a répondu par des réformes sociales et une politique visant à développer le Burkina Faso. Cependant, la crise alimentaire qui affecte le pays mine les efforts gouvernementaux, les manifestations contre la vie chère ayant continué au cours du premier trimestre 2012.

1. Le Burkina Faso, acteur clé de la crise malienne

Nommé médiateur de la CEDEAO pour résoudre la crise malienne depuis le coup d'État de mai 2012 et la prise de contrôle des territoires du nord du Mali par les rebelles et les groupes islamistes, Blaise Compaoré s'est imposé ces derniers mois dans un rôle aussi incontournable que controversé. Souvent chargé de grandes médiations ouest-africaines par le passé, le président burkinabé est considéré par de nombreux observateurs comme peu crédible pour restaurer la confiance entre la CEDEAO et Bamako. Un rôle d'autant plus critiqué à la suite d'informations selon lesquelles des armes à destination du MUJAO (Mouvement d'unité pour le Jihad en Afrique de l'Ouest) auraient transité par le Burkina Faso¹. Le ministre burkinabé des Affaires étrangères, Djibrill Bassolé s'est, de son côté, rendu à Gao le 7 août où il a pu rencontrer les hommes du MUJAO, qui contrôlent la ville, et s'est entretenu avec Iyad ag Ghaly, le leader d'Ançar Eddine, qu'il a encouragé à s'éloigner d'Al-Qaida, à respecter les droits de l'homme et à participer au processus de sortie de crise².

Par ailleurs, alors que les tensions régionales s'aggravent en raison du projet d'intervention militaire des troupes de la CEDEAO au Mali, les responsables burkinabé ont décidé de renforcer la sécurité le long de la frontière malienne, tandis que des drones américains participant à l'Opération « Creek Sand » survolent la zone depuis Ouagadougou³.

2. Une situation nationale délicate

Depuis le mois de mai, le Burkina Faso accueille plus de 100 000 réfugiés maliens mais peine à les prendre en charge en raison de l'insécurité alimentaire régnant dans certaines régions du pays. Alors que la crise malienne se prolonge, la CONAREF (Commission nationale pour les réfugiés du Burkina Faso) se prépare désormais à l'arrivée de nouveaux réfugiés, perspective qui inquiète les agences d'aide humanitaire car seul un peu plus de la moitié des 126 millions de dollars nécessaires au financement de l'accueil des réfugiés a pour l'instant été versée⁴. La prise en charge de nouveaux réfugiés serait d'autant plus difficile qu'en août 2012, les prix des produits de base étaient toujours supérieurs de 20 % à la moyenne des cinq années précédentes et ce en dépit de l'augmentation des subventions pour tenter de faire baisser les prix du riz, de l'huile de cuisson, du sucre et des carburants de 25 % pendant les trois mois qui ont suivi le conflit⁵ – de quoi

1. « Sahel : qui livre des armes au Mujao ? », *Jeune Afrique*, 5 septembre 2012.

2. « Crise malienne : Djibril Bassolé, médiateur des sables », *Jeune Afrique*, 15 août 2012.

3. « U.S. expands secret intelligence operations in Africa », *The Washington Post*, 14 juin 2012.

4. « Urgence humanitaire pour les réfugiés maliens au Burkina Faso », *Euronews*, 3 août 2012.

5. « Burkina Faso: Indice FAO des prix alimentaires - Hausse de 6%, avec une forte progression des cours des céréales et du sucre », *Fasozine*, 9 août 2012.

renforcer le fort mécontentement social de la population burkinabé.

Par ailleurs, plus d'un an après le début des troubles civils au Burkina Faso, les observateurs et les experts indiquent qu'en dépit des progrès accomplis des tensions demeurent entre le gouvernement de Blaise Compaoré et la population⁶. Alors que les tensions politiques demeurent vives dans le pays suite au vote d'une loi controversée, accordant l'amnistie au président Compaoré⁷, les critiques émises par les Burkinabé envers l'intégrité de leur classe politique constituent un nouveau facteur de déstabilisation interne.

Certaines conséquences de la crise d'avril 2011 constitueraient en outre une bombe à retardement pour la stabilité du pays. En effet, si le président avait accédé à certaines demandes des soldats ayant entamé une mutinerie pour réclamer de meilleurs salaires⁸, de nombreux problèmes demeurent irrésolus⁹ et les mutins seraient donc susceptibles de reprendre les armes si le gouvernement ne répondait pas à leurs doléances. D'autre part, un nombre important d'armes saisies lors de la répression militaire sont toujours en libre circulation, pouvant créer une situation propice à des troubles.¹⁰

B. Côte d'Ivoire

Rappel. La Côte d'Ivoire a effectué des avancées importantes sur la voie de la paix et de la stabilité en 2012, notamment grâce à l'organisation réussie d'élections législatives et la mise en place de plusieurs programmes sécuritaires. De nombreux facteurs d'instabilité demeurent toutefois, comme la circulation d'une grande quantité d'armes et la persistance de tensions politiques entre le gouvernement Ouattara et le FPI¹¹.

1. Recrudescence de la violence et dégradation de la situation sécuritaire

En juillet 2012, le représentant spécial des Nations unies pour la Côte d'Ivoire avait souligné les progrès réalisés par le pays, tout en précisant que la partie ouest du pays demeurait une source de préoccupation¹². Ce tableau positif a par la suite été assombri par la vague d'attaques ayant visé les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), l'armée ivoirienne, à Abidjan et dans l'ouest du pays, marquant le plus grave regain de tension en Côte d'Ivoire depuis la fin de la crise postélectorale de 2010-2011. Au cours des dernières semaines, des raids ciblant des postes de contrôle et des camps militaires ont en effet eu lieu à Abidjan et dans l'intérieur du pays avec un bilan de 11 morts dans les rangs des FRCI¹³. Les 5 août 2012, quatre membres de l'armée ont été assassinés à Abidjan¹⁴. Le lendemain, un camp militaire du nord de la ville était attaqué par des inconnus armés, causant la mort d'au moins six militaires et d'un assaillant et une dizaine de blessés graves¹⁵, tandis qu'une nouvelle attaque, contre un poste de contrôle de l'armée à l'entrée

6. « Burkina Faso: La stabilité est vitale pour la région », *IRIN*, 20 septembre 2012.

7. « Au Burkina Faso, une loi d'amnistie pour d'anciens chefs d'État et Blaise Compaoré », *RFI*, 13 juin 2012.

8. Des primes, dont le montant n'a pas été dévoilé, leur ont été accordées pour le logement et la nourriture.

9. Dont l'emprisonnement de 300 mutins sans procès.

10. « Burkina Faso : détention des mutins et manque de justice menacent le pouvoir », *West Africa Democracy Radio*, 23 mai 2012.

11. Front populaire ivoirien, ancien parti de Laurent Gbagbo.

12. Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général en Côte d'Ivoire, référence S/2012/506, ONU, 18 juillet 2012.

13. « Côte d'Ivoire : une fête de l'indépendance gâchée par le fracas des armes », *Jeune Afrique*, 7 août 2012.

14. « Côte d'Ivoire : cinq militaires des FRCI tués dans un quartier d'Abidjan », *Jeune Afrique*, 5 août 2012.

15. « Côte d'Ivoire : au moins sept morts dans l'attaque d'un camp militaire à Abidjan », *Jeune Afrique*, 6 août 2012.

d'Agboville (80 km au nord d'Abidjan), a fait deux blessés le 7 août¹⁶. Le 13 août 2012, des soldats ivoiriens du poste de Pehekambly, à la frontière du Liberia, ont été attaqués par des hommes en armes venus du pays voisin, causant le décès d'un militaire. La dernière attaque en date, perpétrée le 25 août dans le sud du pays, a fait six morts dont trois civils¹⁷.

En proie depuis des années à d'importantes tensions ethniques, l'ouest ivoirien demeure la région la plus instable du pays plus d'un an après la fin de la crise postélectorale de 2010- 2011, qui avait particulièrement touché la ville de Duékoué et sa région. Le 20 juillet 2012, des centaines d'assaillants ont attaqué et entièrement détruit un camp de déplacés à proximité de Duékoué causant la mort de 13 réfugiés et près de 40 blessés¹⁸. Selon plusieurs témoignages, les assaillants étaient de jeunes Dioula originaires de Duékoué, aidés par des éléments des FRCI et leurs supplétifs, des chasseurs traditionnels Dozo¹⁹.

2. Une réconciliation contrariée

a. Attaques ciblées dans un pays divisé

La part jouée par l'armée ivoirienne dans les violences de l'ouest du pays a engendré une forte inquiétude au sein de la population, et en particulier dans le chef des populations soupçonnées de sympathies pro-Gbagbo. Dans les villes de Daloa et d'Issia, situées respectivement dans l'ouest et dans le centre du pays, plusieurs civils ont été arrêtés et maltraités par des Dozo menant des opérations de sécurité non autorisées²⁰. L'implication de membres de l'armée ivoirienne et de chasseurs traditionnels Dozo, confrérie dont des membres sont devenus *de facto* des supplétifs des FRCI et associés au camp Ouattara sont autant d'éléments qui jettent une ombre sur les perspectives de stabilité du pays à moyen terme, appuyant les inquiétudes du président de la Commission dialogue, vérité et réconciliation²¹.

Ces évènements confortent le sentiment d'une partie de la population qu'une « justice de vainqueurs » est appliquée en Côte d'Ivoire²², bien qu'Alassane Ouattara se soit engagé à ce que les auteurs de l'attaque du 20 juillet soient traduits en justice et affirmé que l'ère de l'impunité en Côte d'Ivoire était terminée²³. Par ailleurs, alors que le procès de Laurent Gbagbo devant la CPI aurait dû débiter le 13 août²⁴, le traitement de la crise ivoirienne par la justice internationale est plus que jamais sujet à critiques. En juillet dernier, des ressortissants franco-ivoiriens originaires de l'ouest de la Côte d'Ivoire ont demandé à la France de saisir la Cour pénale internationale (CPI) pour qu'elle enquête sur les évènements de mars 2011 où un millier de personnes²⁵ ont été tuées à Duékoué, lors d'un assaut mené par les forces pro-Ouattara. La méthode de la CPI, qui a décidé de procéder par étapes successives pour ses enquêtes, en s'intéressant d'abord aux crimes du camp Gbagbo avant d'enquêter sur ceux perpétrés par les forces pro-Ouattara, est elle aussi très

16. « Côte d'Ivoire : les premières sanctions tombent après les attaques à Abidjan », *Jeune Afrique*, 9 août 2012.

17. « Six morts dans une attaque contre l'armée dans le Sud ivoirien », *Le Monde*, 25 août 2012.

18. « Côte d'Ivoire : au moins treize morts dans des violences à Duékoué (ouest), selon un nouveau bilan », *RFI*, 20 juillet 2012.

19. « Côte d'Ivoire : à Duékoué, une semaine après l'attaque, des zones d'ombre persistent », *RFI*, 27 juillet 2012.

20. « Côte d'Ivoire: Une réconciliation difficile », *IRIN*, 24 juillet 2012.

21. « Côte d'Ivoire : la CDVR s'inquiète de la "persistance des tensions" » dans le milieu politique », *Afriscoop*, 11 juillet 2012.

22. Voir le monitoring du 2e trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/node/84>

23. « Côte d'Ivoire : à Duékoué, une semaine après l'attaque, des zones d'ombre persistent », *loc. cit.*

24. Initialement prévue le 13 août 2012, l'audience de Laurent Gbagbo a finalement été reportée *sine die* par la Cour pénale internationale des raisons de procédures liées à l'état de santé du prévenu.

25. Statistiques de l'ONU.

critiquée. Selon Matt Wells²⁶, chercheur chez Human Rights Watch, cette décision de la CPI n'a fait que renforcer le sentiment d'une justice des vainqueurs.

b. Arrestations en série dans le camp Gbagbo

À la suite de ces attaques, trois hauts responsables du parti de l'ex-président Laurent Gbagbo ont été arrêtés en quelques jours²⁷ : Laurent Akoun, n° 2 du parti, a été placé sous mandat de dépôt et inculpé pour trouble à l'ordre public le 16 août, Alphonse Douati, n° 3, a été inculpé pour atteinte à la sûreté de l'État le 18 août et Justin Koné Katinan, porte-parole en exil de Laurent Gbagbo, a été appréhendé au Ghana sur la base d'un mandat d'arrêt international émis par Abidjan pour « crimes économiques »²⁸. Sans surprise, le camp Gbagbo a pour sa part réfuté toute responsabilité dans ces attaques, le FPI ayant condamné « avec la plus grande énergie cette vague de violences meurtrières » qui « ajoutent au climat d'insécurité généralisée ».

Par ailleurs, si le gouvernement a dans un premier temps attribué ces attaques à des partisans de Laurent Gbagbo accusés de vouloir porter atteinte à la stabilité du pays²⁹, Paul Koffi Koffi, le ministre ivoirien de la Défense, n'exclut pas la piste de « membres des forces de l'ordre » ou de « militaires » ayant combattu lors de l'offensive pro-Ouattara d'avril 2011 et aujourd'hui mécontents de leur sort³⁰. Selon cette perspective, ces raids seraient l'action de supplétifs des FRCI n'ayant toujours pas été pris en compte par le pouvoir et qui enverraient ainsi un signal au gouvernement pour accélérer la réforme du système de sécurité et de l'armée (RSSA), en panne depuis plusieurs mois³¹.

Ce regain de tension a également provoqué une nouvelle polarisation du monde politique ivoirien. Ainsi, alors que Guillaume Soro, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, a publié, mardi 21 août, une communication sur son blog incitant à « éradiquer » le FPI, qualifié d'« organisation terroriste » à laquelle il attribue la responsabilités des attaques envers les FRCI³², le siège du groupe publiant le journal ivoirien "Le Temps", proche de l'ex-président Laurent Gbagbo, a été attaqué par des inconnus dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 août à Abidjan, faisant trois blessés légers. La veille, le siège du FPI avait déjà été attaqué par des hommes armés³³, attaque attribuée au gouvernement par Laurent Akoun, le secrétaire général du FPI, qui a accusé le régime de « dérives totalitaires » et de « mesures de représailles » contre son parti³⁴.

3. Les défis du gouvernement Ouattara

La recrudescence de la violence en Côte d'Ivoire a démontré que la sécurité demeure le talon d'Achille du gouvernement Ouattara. La circulation d'armes en tous genres et la présence d'ex-combattants mécontents de leur sort sur le territoire ivoirien constituent autant de menaces pour la stabilité du pays. Pour répondre à la menace que représentent les dizaines de milliers de combattants ayant participé au conflit post-électoral toujours armés et potentiellement dangereux, le gouvernement a relancé en juillet le programme de DDR (Démobilisation,

26. « En France, les partisans de Laurent Gbagbo demandent justice », *France 24*, 26 juillet 2012.

27. « L'opposition est "criminalisée" en Côte d'Ivoire », *France 24*, 28 août 2012.

28. « Côte d'Ivoire: le porte-parole de Laurent Gbagbo en exil arrêté au Ghana », *Abidjan.net*, 25 août 2012.

29. « Gbagbo loyalists behind Ivory Coast attacks: government », *Africa Times News*, 8 août 2012.

30. « L'Ouest ivoirien secoué par une nouvelle vague de violences », *L'Humanité*, 16 août 2012.

31. « Côte d'Ivoire : sur la piste des assaillants de la caserne d'Akouédo », *Jeune Afrique*, 7 août 2012.

32. « Dérive cynique. Soro appelle à "éradiquer" le FPI », *Le nouveau courrier*, 28 août 2012.

33. « Côte d'Ivoire : le siège du FPI attaqué à Abidjan, trois blessés », *Jeune Afrique*, 18 août 2012.

34. « Côte d'Ivoire : le FPI accuse le gouvernement pro-Ouattara de "dérives totalitaires" », *Jeune Afrique*, 22 août 2012.

désarmement, réinsertion) initié par l'ONUCI en 2007 mais interrompu à la suite de la crise postélectorale³⁵. Cependant, malgré la réelle volonté affichée par le gouvernement Ouattara en la matière, la directrice de la division DDR de l'ONUCI Sophie Da Camara, a exprimé des inquiétudes quant à la réussite du processus de DDR en Côte d'Ivoire, rendue plus délicate par la difficulté d'identification des anciens miliciens³⁶. Or, selon Mme Da Camara, négliger de désarmer ces ex-miliciens qui pour la plupart sont cachés ou vivent dans des camps de réfugiés représenterait un « risque extrêmement dangereux³⁷ » pour la stabilité du pays. Cette menace sécuritaire est amplifiée par les 3 000 à 4 000 jeunes hommes³⁸ ayant combattu au sein des milices pro-Gbagbo et vivant à présent au Liberia ou au Ghana. Le processus de DDR a déjà échoué deux fois par le passé, en 2004 et en 2007. S'il échoue encore, les experts estiment qu'il y a de fortes chances que les combattants reprennent les armes.

C. Guinée

Rappel. *Après une brève période de stabilisation politique à la fin de l'année 2011, de nouvelles tensions ont secoué la Guinée au cours du premier semestre 2012. La situation politique est demeurée fragile, l'opposition multipliant les manifestations pour dénoncer les retards pris par le processus électoral.*

L'épineuse question de l'organisation des élections législatives a une fois de plus ébranlé la Guinée au cours de ce trimestre, donnant lieu à plusieurs manifestations populaires visant à réclamer la tenue d'élections législatives libres et transparentes, alors qu'aucune élection parlementaire n'a eu lieu dans le pays depuis dix ans. Initialement prévues le 29 décembre 2011, elles ont ensuite été reportées par la Ceni³⁹ au 8 juillet 2012, avant d'être à nouveau reportée *sine die* en raison de problèmes techniques⁴⁰. Les tensions entre le gouvernement et l'opposition ont connu une escalade jusqu'au 27 août, lorsqu'une marche de l'opposition visant à réclamer des élections législatives libres et transparentes, interdite par le gouvernement, a donné lieu à des heurts entre autorités, manifestants et contre-manifestants.

En réaction à la rupture du dialogue entre les partis de l'opposition et le gouvernement ayant suivi la répression des manifestations, les autorités guinéennes ont satisfait plusieurs revendications de l'opposition, notamment l'instauration d'une parité pouvoir-opposition au sein de la Ceni et le départ annoncé du président de cette commission⁴¹. Cependant, l'opposition continue d'exiger que la révision du fichier électoral ne soit pas confiée à la société sud-africaine Waymark, considérant qu'il est impératif de choisir dans la transparence un opérateur technique pour la révision du fichier électoral et de s'assurer que l'opérateur ne fera pas l'objet de manipulation par une des parties en compétition.

Une délégation de la CEDEAO s'est rendue à Conakry début septembre pour discuter avec l'opposition guinéenne dans le cadre d'une mission destinée à aider les acteurs politiques à

35. « Côte d'Ivoire : nouveau recensement des ex-combattants », *AFP*, 7 juillet 2012.

36. « Côte d'Ivoire: Le processus de désarmement va-t-il fonctionner cette fois-ci ? », *IRIN*, 3 juillet 2012.

37. *Idem*.

38. Selon les estimations de l'ONUCI.

39. Commission électorale nationale indépendante de la Guinée

40. « Guinée : législatives reportées sine die », *Le Figaro*, 28 avril 2012.

41. « Guinée : le président de la Ceni démissionne », *RFI*, 12 septembre 2012.

transcender leurs divergences et à sortir de la crise électorale paralysant le pays⁴², sans toutefois réussir à débloquer la situation. Plusieurs questions étaient à l'ordre du jour, notamment l'aspect technique des élections législatives, la manière dont la Ceni a organisé les élections étant au cœur des préoccupations de cette crise⁴³. Concernant la tenue des élections, le chef de l'État guinéen avait fait savoir à François Hollande lors d'un déplacement en France début juillet qu'elles auraient lieu « d'ici la fin de l'année », repoussant une nouvelle fois leur mise en place. Enfin, alors qu'une nouvelle Commission électorale nationale indépendante comportant dix membres de l'opposition était en passe d'être instituée à la fin du mois de septembre, les débats se sont une nouvelle fois focalisés autour du fichier électoral, l'opposition soupçonnant l'ancienne équipe de la Ceni d'avoir voulu trafiquer la liste⁴⁴. Après une année de défiance entre la direction de la Ceni et l'opposition, la classe politique guinéenne semble donc se diriger vers un retour au calme indispensable à la bonne tenue d'élections.

D. Mali

Rappel. Le Mali s'est enfoncé dans la crise durant le premier semestre 2012. Au cours des semaines ayant suivi leur déclaration d'indépendance du 6 avril, les indépendantistes touareg du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) se sont dissociés de leurs alliés islamistes d'Ançar Eddine avant de perdre le contrôle du nord du pays au profit de leurs anciens partenaires. Les groupes islamistes font depuis la loi dans la région, sans qu'aucune mesure n'ait été adoptée afin d'endiguer leur emprise sur le nord du Mali.

1. Vicissitudes politiques à Bamako

Sur le plan politique, le Mali a navigué entre deux difficultés au cours de la dernière quinzaine du mois de juillet : l'opérationnalisation de l'intervention militaire pour reconquérir le Nord, et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale exigée par la CEDEAO pour le 31 juillet afin de contribuer au rétablissement d'un pouvoir stable à Bamako, où le gouvernement de transition qui a succédé aux putschistes est fortement contesté et paralysé⁴⁵. Une tâche rendue laborieuse par l'impopularité du Premier ministre Cheick Modibo Diarra, dont le Front uni pour la défense de la République et de la démocratie (FDR), plateforme regroupant les 40 partis politiques les plus importants du Mali et une centaine d'organisations de la société civile, a réclamé la démission en raison de « son incompetence » et « son amateurisme » dans sa gestion de la crise politique et sécuritaire⁴⁶.

La situation s'est par la suite débloquée grâce au retour à Bamako du président Dioncounda Traoré, le 27 juillet, après deux mois de convalescence passés en France à la suite de son agression. En réponse à l'ultimatum fixé au 31 juillet par la CEDEAO⁴⁷, le président intérimaire a validé le 21 août la composition d'un nouveau gouvernement de transition marqué par le départ de plusieurs ministres de la précédente équipe, dont ceux des affaires étrangères et de la

42. « Guinée : Une mission de la CEDEAO à Conakry pour contribuer à une sortie de crise », *Afriscoop*, 9 septembre 2012.

43. « Une mission de la CEDEAO a séjourné en Guinée », *Radio Kankan*, 10 septembre 2012.

44. « Guinée : la Ceni devrait organiser les prochaines législatives sur la base du fichier électoral de 2010 », *RFI*, 28 septembre 2012.

45. « Le Mali se dote d'un nouveau gouvernement de transition », *Le Monde*, 21 août 2012.

46. « Mali : les principaux partis réclament la démission du Premier ministre », *Le Point*, 25 juillet 2012.

47. « Le président par intérim Dioncounda Traoré dévoile son plan pour la transition », *France 24*, 30 juillet 2012.

communication⁴⁸.

Cependant, la reconduite de 18 des 24 ministres de l'ancien gouvernement et le maintien dans leurs fonctions de militaires maliens partisans du putsch, conservant les ministères stratégiques qu'ils avaient précédemment conquis⁴⁹, ont suscité de nombreuses critiques. Parmi eux se trouvent les ressortissants du nord du Mali, qui contestent leur faible représentativité au sein du gouvernement, seuls deux ressortissants de la région en faisant partie. Le Collectif des ressortissants du Nord Mali (Coren) a également critiqué le fait que le nouvel exécutif malien ne comportait aucun Songhaï, la communauté sédentaire majoritaire dans le nord, affirmant que « *ce gouvernement ne pourra pas amener la paix chez nous, sans nous*⁵⁰ ».

Néanmoins, le principal point de discorde se situe au niveau de l'envoi de troupes étrangères au nord-Mali, la demande officielle d'intervention d'une force militaire internationale ayant été temporisée pendant plus d'un mois, le gouvernement s'étant montré peu clair quant au rôle que devait jouer les forces de la CEDEAO dans la reconquête du nord-Mali et ayant dans un premier temps refusé toute intervention des troupes ouest-africaines dans cette entreprise⁵¹, conformément aux vœux exprimés par le Capitaine Sanogo, auteur du coup d'État d'avril 2012⁵². À bien des égards, les tensions entourant la formation du gouvernement de transition malien furent donc représentatives des contradictions qui traversent le corps social malien, déchiré entre pro et anti-putschistes, entre souverainistes et partisans d'une intervention extérieure⁵³, alors que le capitaine Sanogo continue à tirer les ficelles d'une classe politique déchirée.

2. Dégradation de la situation au nord du pays

Après avoir évincé le 12 juillet les rebelles Touaregs de leur dernier bastion d'Ansogo, localité proche de Gao, les groupes armés qui avaient assisté le MNLA dans sa conquête du nord du Mali⁵⁴ au printemps ont profité des attermoissements du pouvoir central et de la communauté internationale pour s'installer durablement dans leurs bastions nordistes, au grand dam des populations de la région⁵⁵. Côté Touareg, la mise en déroute du MNLA a sonné le glas de l'idée d'un Azawad indépendant. Affaiblis par leur défaite militaire, les sécessionnistes ont désormais officiellement renoncé à leurs visées indépendantistes et se présentent comme le meilleur rempart contre les islamistes, offrant leur aide dans la reconquête du nord du pays⁵⁶.

En parallèle, les groupes islamistes se sont montrés de plus en plus sévères dans leur administration des zones contrôlées, l'application de la charia donnant lieu à des pratiques d'une violence croissante de leur part. Ainsi, alors qu'Ançar Eddine avait fouetté en public un couple adultère ayant eu un enfant hors mariage le 21 juin⁵⁷, la violence du groupe a atteint un nouveau seuil avec la lapidation, le 29 juillet, d'un couple non marié à Aguelhok⁵⁸ tandis que les

48. « Le Mali se dote d'un nouveau gouvernement de transition », *loc. cit.*

49. Ainsi, parmi les ministres reconduits à leurs postes, figurent un colonel-major à la Défense (Yamoussa Camara), un général à la Sécurité (Tiéfing Konaté), un colonel à l'Administration territoriale (Moussa Sinko Coulibaly).

50 « Nouveau gouvernement au Mali : entre soulagement et frustration », *Jeune Afrique*, 22 août 2012.

51. « Mali : ce que demande Dioncounda Traoré à la Cédéao », *RFI*, 5 septembre 2012.

52. « Les militaires maliens s'opposent à une aide de la Cédéao », *Le Monde*, 7 septembre 2012.

53. « Mali : Cheick Modibo Diarra cherche à former un nouveau gouvernement », *Afrik.com*, 26 juillet 2012.

54. Voir la fiche documentaire sur les divers groupes armés qui occupent le nord du Mali : <http://www.grip.org/fr/node/85>

55. « Mali: les islamistes contrôlent désormais la totalité du nord du pays », *Le Point*, 12 juillet 2012.

56. « Mali. L'appel à l'aide des indépendantistes touaregs », *Le Télégramme*, 12 juillet 2012.

57. « Mali : un couple non marié fouetté », *Le Figaro*, 20 juin 2012.

58. « Nord-Mali : des islamistes tuent un couple non marié par lapidation », *Le Monde*, 31 juillet 2012.

amputations de voleurs se sont banalisées tout au long du mois d'août⁵⁹.

Exaspérés par ces exactions et las de l'attentisme du gouvernement, des milliers de Maliens se sont dits prêts à une intervention au nord du Mali sans le soutien de l'armée régulière. Au nord du pays, une partie de la population malienne a commencé à se regrouper en milices d'autodéfense, avec pour objectif mettre fin à l'occupation de leur région. Parmi ces groupes d'auto-défense, on retrouve Ganda Koy. Basée à Mopti, ville située au nord-ouest de Gao, ses rangs compteraient plus de 2000 hommes⁶⁰. Plus récemment, un mouvement appelé la Force nationale de libération des régions du Nord (FNL) compte aussi d'anciens officiers « nordistes » et revendique 700 membres. À l'autre extrémité du pays, Bamako n'est pas en reste, puisque 800 jeunes y sont formés, depuis juin, dans le cadre de l'opération BBH (Boun Ba Hawi, « la mort vaut mieux que la honte » en songhaï) et se préparent à lancer une offensive au nord pour libérer leurs concitoyens de l'emprise des islamistes⁶¹.

Les dangers d'une implication de ces milices dans un environnement déjà explosif ont été relevés dans un récent rapport⁶² d'*International Crisis Group* qui recommande d'éviter à tout prix une mobilisation des jeunes dans des milices communautaires supplétives à une armée désorganisée, et ce d'autant plus que certains de ces miliciens ne sont pas hostiles aux islamistes mais aux indépendantistes Touaregs⁶³.

3. Une laborieuse avancée vers l'intervention

Depuis le début de la crise malienne, la CEDEAO a envisagé l'option d'une intervention militaire tout en engageant des efforts diplomatiques pour résoudre la crise. La CEDEAO prépare actuellement l'éventuel déploiement au Mali de quelque 3 300 soldats mais les contours de cette force, qui serait logistiquement soutenue par plusieurs pays occidentaux, restent encore flous, malgré la demande formelle longtemps différée et finalement émise par Bamako le 24 septembre 2012⁶⁴. Le prochain défi à relever est l'obtention d'une autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies, éventualité repoussée pour la troisième fois en juillet 2012, la plupart des membres du Conseil de sécurité des Nations unies estimant le plan proposé trop imprécis et trop coûteux (410 millions de dollars)⁶⁵. Le 8 août 2012, le Conseil de sécurité a une nouvelle fois reporté l'autorisation d'une intervention au Mali⁶⁶.

Par ailleurs, selon un diplomate occidental, les pays africains "ne sont pas nombreux à répondre à l'appel" pour l'envoi de troupes. Peu de pays sont prêts à envoyer des troupes : le Nigéria a laissé de mauvais souvenirs au Liberia et est déjà confrontée à d'importants troubles internes, le Sénégal est déjà engagé en Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire se remet à peine de la crise post-électorale de 2011 et l'Algérie refuse d'intervenir hors de ses frontières. Le Sénégal et le Ghana ont quant à eux fait savoir qu'ils ne prévoyaient pas d'envoyer des troupes au Mali tandis que le président burkinabé Blaise Compaoré, médiateur dans la crise malienne, a assuré que le Burkina Faso était « très disponible » en cas d'intervention⁶⁷. En outre, la volonté politique d'intervenir au Mali et les

59. « Mali : les islamistes amputent quatre braqueurs présumés », *Le Point*, 10 août 2012.

60. « Plongée dans la milice d'autodéfense Ganda Koy », *L'Essor*, 2 août 2012.

61. « Mali - Ces milices qui veulent en découdre avec les islamistes », *Slate Afrique*, 27 juillet 2012.

62. International Crisis Group, « Mali : éviter l'escalade », Rapport Afrique n° 189, 18 juillet 2012, p. 33.

63. Ganda Kai, par exemple, a été fondée au début des années 1990 par des membres de la communauté noire du nord du Mali pour se protéger des actes de violence perpétrés par les Touaregs à leur rencontre.

64. « Mali: demande d'intervention militaire », *Le Figaro*, 24 septembre 2012.

65. « Crise au Mali : L'ONU accorde la priorité à la solution politique », *Malijet*, 21 juillet 2012.

66. « Mali Briefing and Consultations », *What's in blue*, 7 août 2012.

67. « Mali: la CEDEAO se réunit à Abidjan pour examiner une intervention armée », *Jeune Afrique*, 17 septembre 2012.

moyens de cette intervention ne coïncident pas toujours, les pays s'étant déclarés prêts à soutenir une intervention n'ayant souvent pas les moyens militaires de leurs intentions. L'armée du Niger, qui a intégré nombre de Touaregs et est renforcée par le demi-millier d'hommes du colonel malien al-Hadj Gamou préparant la reconquête, serait une option réaliste en cas d'intervention⁶⁸. Cependant, alors que les 3 500 hommes envoyés par la CEDEAO au Liberia (111 370 km²) en 2003 n'avaient pas été en mesure de se déployer dans l'ensemble du pays, il est probable que la faiblesse relative des effectifs de la future MICEMA (mission de la CEDEAO au Mali), composée de 3 300 hommes pour un territoire de plus de 800 000 km², constitue un défi supplémentaire pour la mission.

E. Sénégal

Rappel. *Après avoir traversé l'une des plus graves crises politiques de son histoire au début de l'année à la suite de la candidature du président sortant Abdoulaye Wade briguant un troisième mandat, le Sénégal a retrouvé le calme après l'élection de Macky Sall le 25 mars 2012. La popularité du nouveau président s'est confirmée lors de la victoire de la coalition présidentielle aux élections législatives du 1^{er} juillet 2012.*

1. Les réformes de Macky Sall

Depuis son élection, Macky Sall n'a eu de cesse de se distinguer par rapport à son prédécesseur, multipliant les initiatives placées sous le signe de la relance économique. Après la suppression à la mi-mai de 59 structures étatiques jugées inefficaces ou trop coûteuses, avec pour objectif la réduction des dépenses de l'État⁶⁹, les parlementaires sénégalais ont voté la suppression du Sénat et de la vice-présidence le 19 septembre⁷⁰. Cette suppression du Sénat devrait permettre d'économiser 12 millions d'euros par an, économies qui, dans un premier temps, serviront à financer les victimes des violentes inondations du mois d'août et la réparation des infrastructures endommagées⁷¹. Autre signe clair de rupture avec le régime précédent, Macky Sall a accepté que le Sénégal organise le procès de l'ancien président tchadien Hissène Habré⁷², ce que le gouvernement Wade avait toujours refusé. En juillet, des négociations entre l'Union africaine et le Sénégal ont débouché sur un projet de jugement de Habré devant un tribunal spécial au sein du système judiciaire sénégalais, comprenant des juges africains nommés par l'UA⁷³. Le 22 août 2012, un accord a été signé par le Sénégal et l'Union africaine pour concrétiser l'établissement de ce tribunal spécial avant la fin de l'année⁷⁴.

Ces signaux encourageants ont toutefois été assombris par les soupçons de népotisme ayant éclaboussé le président en août 2012, lorsqu'une liste de quinze membres de la famille de Macky Sall qui auraient obtenu des postes à responsabilité a été publiée en ligne. Selon celle-ci, le président Macky Sall aurait notamment fait nommer son frère Aliou Sall ministre conseiller et son

68. « Au nord du Mali, le spectre d'un nouvel Afghanistan », *Le Soir*, 4 août 2012.

69. « Macky Sall et les inspecteurs de l'IGE suppriment 59 structures de l'État », *PressAfrik*, 22 mai 2012.

70. « Macky Sall veut supprimer le Sénat et la vice-présidence », *Sud Quotidien*, 31 août 2012.

71. « Sénégal : les économies liées à la suppression du Sénat financeront les victimes des inondations », 20 septembre 2012.

72. Exilé au Sénégal depuis plus de 21 ans, Hissène Habré est accusé de milliers d'assassinats politiques et de l'usage systématique de la torture lorsqu'il dirigeait le Tchad, de 1982 à 1990. Exilé au Sénégal depuis 21 ans mais n'avait jusqu'alors jamais été traduit en justice.

73. « Hissène Habré sera jugé au Sénégal par un tribunal spécial », *RFI*, 23 août 2012.

74. « Sénégal : Un nouveau tribunal jugera Hissène Habré au Sénégal », *Human Rights Watch*, 22 août 2012.

cousin Ibrahima Sall chargé de missions à la présidence⁷⁵. En réponse à ces nominations controversées, le président n'a pas fait de déclaration officielle mais aurait laissé entendre qu'il n'avait de compte à rendre à personne⁷⁶. Sur le plan international, le Sénégal est partisan d'une intervention de la CEDEAO au nord Mali, avec qui le pays partage une large frontière à l'est, afin de rétablir son intégrité territoriale⁷⁷, bien que le président sénégalais privilégie actuellement l'option politique à une sortie de crise au Mali⁷⁸.

2. Le conflit en Casamance

En dépit de la persistance des heurts entre l'armée sénégalaise et le MFDC (Mouvement démocratique des forces de Casamance) cette année, le conflit en Casamance s'est considérablement apaisé au cours du premier semestre 2012⁷⁹. Selon des observateurs, la perspective d'une négociation qui mettrait fin à la plus ancienne rébellion indépendantiste d'Afrique serait plus proche que jamais. Parmi les facteurs de changement, on retrouve également l'évolution du rapport de force en Casamance, avec un affaiblissement incontestable de la rébellion, aussi bien sur plan militaire que politique⁸⁰. Cette évolution constitue une première dans l'histoire du conflit en Casamance, alors que pour la première fois, un contact a été établi avec le principal chef militaire de la rébellion, le seul qui continue la lutte armée. Les tentatives de négociation d'Abdoulaye Wade n'ayant jamais abouti. Enfin, autre évolution positive pour la situation sécuritaire en Casamance, les deux rebelles Ousmane Niantang Diatta et César Atoute Badiate, opposés depuis deux ans étaient en effet sur le point d'enterrer la hache de guerre⁸¹ en juillet dernier, rapprochement rendu possible par l'affaiblissement des deux fronts. Le prochain défi pour l'axe civil du MFDC consiste donc désormais à réconcilier les deux hommes avec Salif Sadio, qui contrôle le front nord de la rébellion.

Ces avancées encourageantes pour la Casamance sont renforcées par la concrétisation d'un projet de construction d'un pont reliant les deux rives du fleuve Gambie, initiative qui jouerait un rôle important dans la normalisation des relations entre la Casamance et le Sénégal en facilitant l'écoulement des biens et la circulation des personnes⁸². Cependant, l'exécution par la Gambie de deux détenus sénégalais à la fin du mois d'août a créé un regain de tensions entre Banjul et Dakar, tensions qui compliqueront sans doute les efforts du président Macky Sall pour résoudre la crise en Casamance – efforts qui reposent en grande partie sur une médiation gambienne – au cours des mois à venir⁸³.

75. « Sénégal -Népotisme Au Sommet De L'Etat: Les 15 Membres De La Famille De Macky Sall Promus », *Sénétoile*, 23 août 2012.

76. « SÉNÉGAL : Macky Sall déverse sa colère: «Je nomme qui je veux !», *Koaci*, 22 août 2012.

77. « Sénégal: Sall : « La situation au Mali est une préoccupation de la sous-région et du monde », *AllAfrica*, 28 septembre 2012.

78. « Sénégal: une intervention militaire au Mali pas exclue si les négociations échouent », *AFP*, 22 août 2012.

79. Voir le monitoring du 2ème trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/node/84>

80. « Casamance: « la perspective d'une négociation est plus proche que jamais », *RFI*, 3 juillet 2012.

81. « Sénégal : retrouvailles dans le maquis en Casamance », *Jeune Afrique*, 13 juillet 2012.

82. « Casamance : mieux que l'indépendance, un pont », *Jeune Afrique*, 29 août 2012.

83. « Le Sénégal proteste après l'exécution par la Gambie de deux de ses ressortissants », *RFI*, 30 août 2012.

II. TERRORISME ET CRIMINALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

A. Dissensions autour de la crise malienne

La solution à apporter à la crise malienne a une nouvelle fois divisé les pays du champ au cours de ce trimestre, certains penchant pour l'intervention et d'autres pour la négociation en dépit de leurs nombreuses rencontres. Lors de la réunion de haut niveau sur le Sahel organisée en marge de l'Assemblée générale des Nations unies le 26 septembre, de nombreux acteurs internationaux se sont inscrits dans l'optique de la solution par la force militaire. Le président français François Hollande a une nouvelle fois affiché sa volonté que le Conseil de sécurité autorise un déploiement militaire au Mali, à laquelle Paris apporterait un soutien logistique – et ce, en dépit des menaces émises par AQMI pour la vie des quatre otages français détenus au Sahel depuis deux ans. La France a par ailleurs activement soutenu l'idée d'une intervention militaire au nord Mali tout au long de sa présidence du Conseil de sécurité en août 2012⁸⁴, ainsi que lors de l'intervention de François Hollande lors de la Réunion de haut niveau sur le Sahel organisée le 26 septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

D'autres acteurs n'ont pas manqué d'émettre des réserves, à l'image du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, et du ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, qui estiment que le plan d'intervention de la CEDEAO manque toujours de précision⁸⁵. Le flou règne autour de la position des États-Unis après que Johnnie Carson, le plus haut responsable de l'Afrique au département d'État américain, a affirmé le 1^{er} octobre que les États-Unis seraient prêts à soutenir une intervention armée "bien préparée" et menée par des pays de la région⁸⁶, contredisant les propos de la Secrétaire d'État Hillary Clinton et du général Carter Ham⁸⁷ selon lesquels l'alternative d'une intervention américaine au Mali était totalement exclue⁸⁸.

De son côté, l'OTAN a également déclaré le 1^{er} octobre n'avoir aucun projet d'intervenir au Mali⁸⁹. L'Union européenne pourrait quant à elle soutenir une intervention de la CEDEAO, à condition que celle-ci soit bien préparée, et mise sur pied en concertation avec l'Union africaine et un gouvernement d'union nationale à Bamako, selon une déclaration commune adoptée le 23 juillet par les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne⁹⁰. Le Nigéria et le Sénégal estiment pour leur part que la CEDEAO devrait privilégier le dialogue et la négociation avant toute intervention militaire, sans toutefois écarter totalement l'option militaire⁹¹ tandis que plusieurs dirigeants ouest-africains, dont le Tchad et le Niger, ont envisagé de demander une intervention de l'OTAN au Mali lors du sommet des chefs d'État de la CEDEAO en juillet 2012.

Au niveau régional, le front du refus comprend l'Algérie et la Mauritanie, puissances militaires régionales et acteurs incontournables en cas d'intervention de la CEDEAO en raison de leurs 4 000 km de frontières communes avec le Mali⁹², et qui n'hésitent pas à faire savoir qu'ils

84. « Bilan de la présidence française du Conseil de sécurité des Nations unies (31 août 2012) », *France diplomatie*, 31 août 2012.

85. « À la Une : le sommet sur le Sahel hier à New-York », *RFI*, 27 septembre 2012.

86. « Mali : Washington prêt à soutenir une force armée africaine "bien préparée" », *Jeune Afrique*, 1er octobre 2012.

87. Commandant en chef de l'AFRICOM (Commandement des forces armées américaines en Afrique)

88. « Les États-Unis pour une solution "politique et diplomatique" à la crise malienne », *Maliactu*, 1er octobre 2012.

89. *Idem*

90. « Mali : l'UE pourrait soutenir une intervention militaire de la Cedeao sous mandat de l'ONU », *Jeune Afrique*, 23 juillet 2012.

91. « Sénégal: une intervention militaire au Mali pas exclue si les négociations échouent », *AFP*, 22 août 2012.

92. « Au Mali, chaque jour, les terroristes se renforcent », *Le Monde*, 29 septembre 2012.

considèrent les partenaires occidentaux comme illégitimes⁹³. De son côté, la Mauritanie considère depuis plusieurs années AQMI comme une menace de premier ordre à sa sécurité intérieure, près de 30 % des membres de l'organisation étant des ressortissants mauritaniens. L'Algérie, qui est le pays d'origine d'AQMI et une cible fréquente de ses attaques⁹⁴, se prépare quant à elle à l'éventualité d'une agression en provenance du territoire de l'Azawad via un fort déploiement militaire tout au long des frontières sud et envisage également la possibilité de frappes préventives⁹⁵. Face à ces tensions entre États, il est difficile de coordonner les réponses à cette insécurité régionale. Toujours est-il que pour l'heure, l'attentisme prédomine au niveau international, les participants à la réunion du 26 septembre s'étant montrés prêts à « s'engager à rétablir l'intégrité territoriale du Mali » et de lancer un appel au Conseil de sécurité pour qu'il adopte une résolution fondée sur la résolution 2056 (2012)⁹⁶ pour mobiliser les efforts internationaux⁹⁷.

B. Les politiques de lutte contre le terrorisme, l'insécurité et la criminalité transfrontalière

Rappel. *Le premier semestre de 2012 a été marqué par une prise en compte graduelle de la nécessité de la mise en commun des moyens d'action dans la lutte contre l'insécurité au Sahel. Crise malienne oblige, la plupart des réunions ayant émaillé ces derniers mois avaient pour objectif de discuter de la situation au nord-Mali, bien que les réunions organisées aient rarement débouché sur des actions concrètes, notamment à cause des divergences existant entre les divers pays de la région quant aux solutions à apporter au Mali.*

L'activisme diplomatique autour de la crise malienne a attiré l'attention internationale sur la zone sahélo-saharienne dans son ensemble, menant à une implication accrue de l'Union européenne et des États-Unis dans l'appui aux États de la région. Ainsi, le 16 juillet dernier, le Conseil des ministres européens a donné son feu vert à la mission d'assistance EUCAP Sahel dont l'objectif est le renforcement de la sécurité dans la région, mission devant débiter au Niger, où elle sera déployée pour une période initiale de deux ans avant une éventuelle extension ultérieure à la Mauritanie et au Mali⁹⁸. La mission, qui comptera au total une cinquantaine d'experts a déjà commencé son déploiement, des experts européens étant arrivés au Niger au début du mois d'août pour former les forces de sécurité locales. Basée à Niamey, la délégation aura également des officiers de liaison à Bamako et à Nouakchott⁹⁹.

De même, les États-Unis, qui ont mis sur pied le *Trans-Sahara Counter Terrorism Partnership* (TSCTP) avec les États de la région en 2005¹⁰⁰, se sont activement appliqués dans la promotion de la sécurité en Afrique de l'ouest au cours des derniers mois. Fin août, une conférence réunissant

93. « Les "experts" européens débarquent au Sahel », *Slate Afrique*, 23 août 2012.

94. Afrique Presse (magazine), *TV5 Monde*, 29 septembre 2012.

95. « Aux abords de l'Azawad, l'Algérie en branle-bas de combat », *Sahel Intelligence*, 20 septembre 2012.

96. Votée à l'unanimité, le 5 juillet 2012, la résolution 2056 (2012) du Conseil de sécurité, placée sous chapitre VII de la Charte des Nations unies, soutenait les efforts de la CEDEAO pour mettre fin à la crise dans le nord du Mali, et laissait la porte ouverte à une intervention militaire.

97. « La réunion de haut niveau sur le Sahel appuie l'élaboration d'une stratégie intégrée de l'ONU pour la région et s'engage à rétablir l'intégrité territoriale du Mali », Communication du Secrétaire général, réf. SG/SM/14538, ONU, 26 septembre 2012.

98. « UE/PSDC : Le Conseil a donné son feu vert à EUCAP Nestor et EUCAP Sahel », Europe Diplomatie et Défense, n° 531, 17 juillet 2012.

99. « Les "experts" européens arrivent au Sahel », *Slate Afrique*, 23 août 2012.

100. « Le Sahel, nouvelle zone grise » dans *Le dessous des cartes : itinéraires géopolitiques*, p. 122-124.

des chefs d'état-major des Armées de l'Air d'une dizaine de pays africains s'est tenue à Dakar sous l'égide des États-Unis dans l'objectif de renforcer leur coopération dans la lutte contre les groupes extrémistes¹⁰¹ au cours de laquelle le Général Philip Breedlove, Commandant de l'armée de l'air américaine, a encouragé les pays participants à émuler le modèle de coopération de l'OTAN¹⁰².

Les initiatives et coopérations internationales

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
19-20/07/2012	Addis-Abeba	Chefs d'État de l'Union africaine	Sommet de l'Union africaine	Esquisser des solutions pour une sortie de crise pacifique au Mali.	Faute d'avoir trouvé une issue à la crise malienne, le sommet a permis de clarifier les intentions respectives.
26/09/2012	New York	Près de 40 chefs d'État ou de gouvernement, organisations régionales et internationales.	Réunion de haut niveau sur le Sahel en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.	Situation au nord Mali.	La réunion a révélé les divergences existant entre les différents acteurs quant à la stratégie à adopter au Mali. Les participants à la Réunion ont appuyé l'élaboration d'une Stratégie régionale intégrée des Nations unies au Sahel.

Les initiatives et coopérations régionales

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
07/07/2012	Ouagadougou	Chefs d'État du Groupe de contact sur le Mali (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Nigéria et Togo) et le médiateur de la CEDEAO,	Deuxième réunion du Groupe de contact pour le Mali	Situation politique au Mali	Le Groupe de contact appelle à la « consolidation de l'ordre constitutionnel » au Mali et demande la formation d'un gouvernement d'union nationale avant le 31 juillet 2012.

101. « African air chiefs gather to build partnerships, strengthen region », *US Air forces in Europe*, 28 août 2012.

102. « U.S. urges African air forces to form NATO-style ties », *Reuters*, 28 août 2012.

		Blaise Compaoré			
25-26/07/2012	Abuja	CEDEAO	Réunion d'urgence du Comité des chefs d'état-major de la CEDEAO (CCEM)	Intervention militaire au nord-Mali	Examen des préparatifs relatifs à l'envoi d'une force militaire régionale au Mali pour soutenir l'armée malienne à reconquérir le Nord du pays. Réflexion sur le résultat de la récente mission d'évaluation technique sur le Mali.
06/08/2012	Niamey	Pays dits « du champ »	Réunion des ministres des affaires étrangères du Niger, du Mali, du Tchad, du Nigéria, de la Libye et de l'Algérie	Trouver une solution à la crise malienne	La déclaration dite de « Niamey » a été adoptée. Les pays du « champ » insistent sur l'intégrité territoriale du Mali. L'installation à Bamako d'institutions fortes a également été recommandée.
06/08/2012	Bamako	CEDEAO	Réunion d'experts militaires de la Force en attente de la CEDEAO et des officiers d'état-major des Forces armées et de sécurité du Mali	Finalisation d'un plan d'opération consensuel, en vue d'une reconquête du nord du Mali.	Les experts ont défini un plan en quatre actes : la sécurisation des institutions démocratiques à Bamako, la protection des réfugiés de l'intérieur, la formation de l'armée malienne pour reconquérir les territoires des régions Nord du Mali.
09-13/08/2012	Bamako	CEDEAO et Union africaine	Représentants de la CEDEAO, de l'Union africaine, de l'ONU et de l'Union européenne.	« Conférence finale de préparation » visant à préparer le terrain pour un déploiement d'une force de la CEDEAO au Mali dès la réception d'un mandat de l'ONU.	Définition du plan d'envoi de la MICEMA pour un rétablissement rapide de l'intégrité territoriale du Mali, mais ce plan nécessite l'autorisation du Conseil de sécurité pour être mis en œuvre.
17/09/2012	Abidjan	Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur la crise malienne.	Rencontre réunissant les ministres de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intégration	Examen de la demande formelle d'aide adressée par le président Dioncounda Traoré à la CEDEAO le 4	N'étant pas satisfaite des conditions fixées par le Mali, la CEDEAO a remis une réponse négative à la demande officielle d'aide déposée par le président Traoré. L'organisation régionale,

			africaine des différents pays membres précédée de celle des chefs d'état-major.	septembre.	a demandé au gouvernement malien de revoir certains points de sa demande.
24/08/2012	Abidjan	CEDEAO	Réunion du comité des chefs de police des 15 États de la CEDEAO (CCPAO)	Trouver des solutions aux problèmes sécuritaires qui se posent aux pays de la CEDEAO	Les participants ont reconnu la difficulté de la lutte contre le crime organisé, en raison de l'apparition de nouvelles formes de criminalité et appelé les pays concernés à conjuguer leurs efforts, afin que la lutte aboutisse.

Les initiatives et coopérations bilatérales

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
24/07/2012	Abuja	Mali, et Nigéria,	Rencontre entre le Premier ministre malien Cheick Modibo Diarra et Goodluck Jonathan, chef d'État nigérian.	Sortie de crise au Mali	Entretiens détaillés sur la manière d'aider le Mali.
26/07/2012	Paris	France, Côte d'Ivoire	François Hollande et son homologue ivoirien, Alassane Ouattara	Retour du Mali à la stabilité et guerre en Syrie	La France entend laisser les Africains en première ligne mais s'est déclarée prête à appuyer logistiquement leurs efforts.
26 - 28/07/2012	Ouagadougou, Ndjamena, Dakar et Niamey	France – Burkina Faso, Tchad, Sénégal et Niger	Tournée diplomatique en Afrique de l'ouest de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères français.	Modalités d'intervention au Mali et discussion de la stratégie à adopter pour une sortie de crise rapide.	La France encourage les pays africains à trouver une solution par eux-mêmes à la crise malienne, mais serait prête à apporter un important soutien logistique en cas d'intervention au Mali.

01-10/08/2012	Accra, Juba Dakar, Kampala, Nairobi, Lilonwe, et Johannesburg	États-Unis – Ghana, Sénégal, Soudan du Sud, Ouganda, Kenya, Malawi, Afrique du Sud	Tournée diplomatique de 11 jours en Afrique d'Hillary Clinton, secrétaire d'État aux affaires étrangères américaines	Promotion de la stratégie américaine en faveur du développement de l'Afrique présentée en juin par Barack Obama visant à renforcer les institutions démocratiques, stimuler la croissance et les investissements, donner la priorité à la paix et la sécurité, et promouvoir le développement.	La lutte contre le terrorisme en Afrique fut au centre des rencontres d'Hillary Clinton.
---------------	--	---	--	--	--

C. Le trafic de drogue

Rappel. Selon plusieurs rapports publiés ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest ferait office de plaque tournante du trafic de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Europe. En juin 2012, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a indiqué qu'il était possible que les pays de transit soient en train de devenir des pays de consommation de la drogue¹⁰³, et ce alors que le nombre de consommateurs de cocaïne en Afrique occidentale est en augmentation¹⁰⁴. Toutefois, malgré la prise en compte de cette problématique au cours de plusieurs rencontres consacrées à la sécurité régionale, aucune initiative concrète n'avait encore été lancée pour lutter contre le trafic de drogue dans la région.

1. Aggravation de la situation en Guinée-Bissau et au Mali

Le Conseil de sécurité des Nations unies a annoncé, le 30 juillet 2012, réfléchir à l'organisation d'un sommet consacré à la Guinée-Bissau afin d'élaborer une stratégie intégrée pour le rétablissement de l'État de droit dans le pays. Les membres du Conseil se sont dits préoccupés par les informations faisant état d'une intensification du trafic de drogues en Guinée-Bissau depuis le

103. « World Drug Report 2012 », ONUDC, juin 2012, p. 17 et 40 :

http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/WDR2012/WDR_2012_web_small.pdf;

104. « Afrique de l'Ouest : transit mais aussi consommation de drogues en hausse », AFP, 24 avril 2012.

coup d'État du 12 avril¹⁰⁵. Au Mali, le phénomène s'est aggravé en raison des liens tissés entre les narcotrafiquants et les groupes terroristes (Al Qaïda au Maghreb islamique, Ançar Eddine et le MUJAO¹⁰⁶) qui gouvernent actuellement le nord du pays.

2. Comment lutter contre ces trafics ?

Les États-Unis ont démontré un certain volontarisme en matière de lutte contre le trafic de drogue au cours de ce trimestre, le pays ayant initié ou soutenu plusieurs rencontres régionales visant à mutualiser les efforts des États d'Afrique de l'Ouest dans leur lutte contre le narcotrafic. En juillet 2012, les autorités des États-Unis ont d'ailleurs commencé à entraîner une unité d'élite de la police ghanéenne spécialisée dans la lutte contre la drogue et envisagent de faire de même au Nigéria et au Kenya¹⁰⁷. Au niveau régional, l'Unité antidrogue de la Commission de la CEDEAO a organisé, du 7 au 9 août 2012, à Lomé un atelier régional visant à attirer l'attention sur la problématique du trafic de drogue, de la toxicomanie et du crime organisé en Afrique de l'Ouest. Destinée aux experts régionaux dans le domaine des médias, cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du Plan d'action régional et du Plan opérationnel de la Commission de la CEDEAO concernant la drogue et visait à attirer l'attention sur la nécessité d'adopter une approche régionale intégrée pour la mise en œuvre effective de mesures stratégiques¹⁰⁸.

Une conférence ministérielle sur l'harmonisation des législations de plusieurs États d'Afrique de l'Ouest en matière de trafic de drogue réunissant huit pays s'est tenue à Dakar du 10 au 12 septembre 2012¹⁰⁹. Toujours à Dakar, un séminaire sous régional sur la mutualisation du renseignement fluvial et maritime a été organisé ce 17 septembre 2012 dans le but de mieux lutter contre les narcotrafiquants utilisant les voies maritime et fluviale, notamment en provenance d'Amérique du Sud et à destination de l'Europe. Organisé avec le soutien financier de la France, cette rencontre a réuni quatorze pays membres de la CEDEAO, ainsi que la Mauritanie et le Gabon. Ses participants se sont toutefois limités à afficher leur volonté de davantage collaborer dans ce domaine, à l'image des pays caribéens, sans prendre de décision concrète¹¹⁰.

D. La piraterie dans le golfe de Guinée

Rappel. *Dernièrement, le golfe de Guinée est devenu un terrain de prédilection des pirates avec 32 incidents comptabilisés au large du Bénin, du Nigeria et du Togo entre janvier et juin 2012 contre 25 pour l'ensemble de l'année 2011. Ce défi sécuritaire a été abordé au cours de multiples rencontres régionales et internationales, bien qu'un seul exercice militaire maritime ait été mis en place jusqu'à présent.*

1. État des lieux de la piraterie

Ce trimestre a été marqué par cinq attaques impliquant un niveau élevé de violence et des dizaines de prises d'otage, confirmant ainsi la nette persistance de la criminalité maritime

105. Déclaration à la presse du Conseil de sécurité sur la Guinée-Bissau, SC/10734, ONU, 30 juillet 2012.

106. « Terrorisme islamiste et trafic de drogues au Sahel », Abdelkader Abderrahmane, chercheur à l'Institut d'études de sécurité (ISS Ethiopie), *Le Matin DZ*, 21 juillet 2012.

107. « U.S. Drug War Expands to Africa, a Newer Hub for Cartels », *The New York Times*, 21 juillet 2012.

108. « Atelier régional à Lomé sur la drogue et les crimes organisés », *Organisation de la presse africaine*, 7 août 2012.

109. « 200 à 300 tonnes de drogue introduites en Europe via l'Afrique de l'ouest : adoption d'une législation commune en matière de lutte contre le trafic de drogue », *Rewmi.com*, 11 septembre 2012.

110. « Lutte contre les narcotrafiquants : l'Afrique veut s'inspirer de l'exemple des Caraïbes », *AFP*, 29 septembre 2012.

observée dans la région par le Bureau maritime international dans son rapport du 23 avril¹¹¹.

Le 26 juillet 2012, des pirates ont attaqué un bateau dans le sud du Nigeria, causant la mort d'un Nigérian et la disparition de deux autres personnes¹¹². Quatre expatriés ont été enlevés le 4 août 2012 lors de l'attaque d'un bateau au large du Nigeria, assaut ayant causé la mort de deux des Nigériens assurant la sécurité de l'embarcation¹¹³. Le 19 août, des pirates ont abordé un pétrolier et retenu en otage son équipage, tandis qu'un autre raid a ciblé un pétrolier grec le 28 août 2012. Enfin, le 4 septembre, des assaillants ont pris le contrôle d'un tanker dans le port de Lagos, portant ainsi à trois en un peu plus de deux semaines le nombre des navires saisis dans le golfe de Guinée.

Dans son rapport du 16 juillet 2012¹¹⁴, le Bureau maritime international a estimé que l'augmentation des attaques dénombrées dans la région pourrait en partie être due à une meilleure comptabilisation des attaques. Il a également observé que les attaques du premier semestre 2012 avaient principalement été le fait d'hommes armés opérant loin des côtes dans de petites embarcations. Concernant la nationalité des assaillants, le rapport attribue l'augmentation des attaques menées au large du Togo à des pirates nigériens. Cependant, les plus récentes attaques présentent des divergences notables avec les incidents des derniers mois¹¹⁵, les raids de ce trimestre ayant toutes eu lieu à proximité des côtes. De plus, les attaques du mois d'août et de septembre présentaient un mode opératoire identique, les pirates prenant possession du navire pendant environ cinq jours, pillant les cabines de l'équipage et siphonnant le pétrole vers un autre navire, ce qui permet de supposer que les pirates feraient partie d'un même groupe¹¹⁶.

2. Les politiques de lutte contre la piraterie

La lutte contre la criminalité maritime a été au centre de nombreuses réunions bilatérales et internationales au cours de ce trimestre. Toutefois, contrairement aux mois précédents, plusieurs actions concrètes ont été mises en place pour lutter contre ce phénomène. **Les États-Unis ont de leur côté continuer à soutenir plusieurs initiatives régionales dans le cadre de leur African Partnership Station (APS)**, initiative internationale lancée en 2007 afin d'améliorer la sécurité maritime dans la région¹¹⁷. Au début du mois de septembre 2012, un navire de guerre américain a effectué une tournée régionale passant par le Cameroun, le Congo, le Bénin et le Togo¹¹⁸. Ray Mabus, le secrétaire américain à la Marine, a quant à lui assisté à un forum consacré à la sécurité maritime du golfe de Guinée à Lomé à la fin du mois d'août (voir tableau). Le Togo et le Bénin ont entrepris des exercices de simulation conjoints du 15 au 18 septembre, sous l'encadrement et avec l'appui stratégique des États-Unis, dans le but de renforcer leurs capacités et de mieux gérer les actes de piraterie dans le Golfe de Guinée¹¹⁹. Le gouvernement nigérian a de son côté fait l'acquisition de dix nouveaux navires de patrouille armés afin de renforcer les opérations de sa Force militaire conjointe de l'État (Joint Task Force) dans la région pétrolifère du delta du Niger¹²⁰.

Enfin, en juin 2012, le chef du bureau des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA),

111. « Piracy increasing in West Africa, latest report shows », ICC, 23 avril 2012.

112. « Nigeria : L'attaque d'un bateau Agip fait au moins un mort », AFP, 28 juillet 2012.

113. « Le Nigeria intensifie les recherches des 4 étrangers enlevés », AFP, 5 août 2012.

114. « Six month drop in world piracy », ICC, 16 juillet 2012.

115. Voir monitoring du 2e trimestre 2012 : <http://www.grip.org/fr/node/84>

116. « Des pirates saisissent un pétrolier grec au large du Togo », *Le Monde*, 28 août 2012.

117. « US, Nigerian Navy Partner to Boost Maritime Security », *This Day Live*, 29 août 2012.

118. « Togo : Arrivée d'un chasseur de pirates dans les eaux togolaises », Koaci, 18 septembre 2012.

119. « Les bases marines du Togo et du Bénin se préparent à faire face à la piraterie dans le Golfe de Guinée », *AfriScoop*, 19 septembre 2012.

120. « Le Nigéria acquiert 10 navires pour surveiller le delta du Niger », *AfriScoop*, 8 septembre 2012.

Abou Moussa, a indiqué qu'un sommet régional aurait lieu avant la fin de cette année. Ce sommet, qui réunira la CEEAC¹²¹, la CEDEAO, la CGG¹²², l'UNOCA¹²³ et l'UNOWA¹²⁴, aura pour but la mise en place d'une stratégie régionale de lutte contre la piraterie, en coopération avec l'Union africaine et avec le soutien des Nations unies¹²⁵.

Date	Lieu	Instance/Pays	Type d'initiative	Thématique	Décisions/Suggestions
01-03/08/2012	Douala	CEEAC	Réunion des chefs d'état-major généraux de la zone D du Golfe de Guinée à l'initiative du secrétaire général de la CEEAC	Sécurité et sûreté maritimes dans la zone D du golfe de Guinée	Redéfinition de l'axe d'effort de la CEEAC pour prendre en compte l'immigration clandestine et le cabotage frontalier. Extension des patrouilles dans l'ensemble de la zone D. Demande aux États de mettre en place des moyens navals adaptés à cette mission
28-30/08/2012	Lomé	CEDEAO, AFRICOM (Commandement des États-Unis pour l'Afrique)	Atelier régional organisée en collaboration avec l'AFRICOM	Sécurité et sûreté maritimes dans la zone E du Golfe de Guinée	Création d'une zone pilote maritime dénommée « Zone E » pour contrer le développement de la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. Quatre pays (Nigéria, Bénin, Togo, Niger) vont mutualiser des moyens à travers les accords de coopération et permettre la création d'un système sous-régional de partage d'informations maritimes pour mieux faire face aux actes de piraterie et de pollution.
30/08/2012 – 01/09/2012	Kinshasa	Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAO)	Travaux d'experts	Préparation de la 1 ^{re} session extraordinaire du bureau des ministres de l'OMAO Examen du document de la stratégie maritime africaine intégrée à l'horizon 2050 Examen du projet de création de la Banque maritime régionale pour le développement	
06/09/2012	Lomé	Ghana et Togo	Rencontre entre John	Question de la sécurité et de la sûreté	Engagement à mutualiser les forces des deux pays afin de contrôler la

121. Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

122. Commission du golfe de Guinée.

123. United Nations Regional Office for Central Africa.

124. United Nations Office for West Africa.

125. *Op. cit.*

			Mahama, président ghanéen et son homologue togolais Faure Gnassingbe	maritimes	criminalité maritime au large de leurs côtés.
15-19/09/2012	Base de la marine togolaise	Togo et Bénin	Manœuvre militaire conjointe avec l'appui de la Marine américaine	Test de l'intercommunicabilité entre les centres d'opération du Togo et du Bénin. Il vise à préparer ces deux pays victimes de plusieurs cas de piraterie maritime à faire face au phénomène.	

* * *

Avec le soutien du



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
Direction de la coopération
au développement

Laetitia Tran-Ngoc est chercheure-stagiaire au GRIP. Ses travaux au GRIP portent sur la situation sécuritaire, les groupes armés et les mécanismes de prévention de la paix en Afrique de l'Ouest.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >